

Non-State Actors in International Relations. ARTS, *Bas, Math*
NOORTMANN *et Bob* REINALDA (dir.). Burlington, Ashgate, 2001,
334 p.

Jacques Fontanel

Volume 34, Number 2, juin 2003

Les détroits maritimes : des enjeux stratégiques majeurs

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/009190ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/009190ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Fontanel, J. (2003). Review of [**Non-State Actors in International Relations**. ARTS, *Bas, Math* NOORTMANN *et Bob* REINALDA (dir.). Burlington, Ashgate, 2001, 334 p.]. *Études internationales*, 34(2), 321-324.
<https://doi.org/10.7202/009190ar>

ciellement alors que des milliers y participent *de facto* faisant ainsi de ces fora mondiaux un outil de visibilité médiatique sans précédent ainsi qu'un lieu de réseautage démultipliant leur impact.

Mais voilà que, force est de constater, les ONGI ne sont pas toutes égales. En effet, celles issues des pays de l'OCDE tendent à être mieux pourvues de moyens techniques et financiers que leurs consoeurs du Tiers Monde. Leur impact au sein de ce nouveau multilatéralisme complexe ne peut alors être le même. Des études empiriques (dont l'auteur ne mentionne pas les coordonnées) démontrent que l'impact de l'activisme mondial féministe, écologique ou encore syndical ne reflète pas un tout harmonieux. Ces nombreuses divergences qui apparaissent tant au niveau des intérêts que des idéologies entre les ONGI se trouvent être l'expression des divers clivages sociaux caractérisant le capitalisme mondial. Colas va jusqu'à affirmer que contrairement à de nombreuses recherches dans ce domaine, il lui semble que la gouvernance globale sert davantage à résoudre les conflits internes ou nationaux de classe sociale par la légitimation qu'apporte le respect des normes internationales que la classe dirigeante utilise pour mieux asseoir son emprise.

Deux conclusions retiennent particulièrement l'attention du lecteur. Tout d'abord, la société civile se veut autant un domaine de conflit et contradiction qu'un champ de coopération et de solidarité. Ensuite, l'État souverain traditionnel et territorial demeure, et ce, de façon paradoxale, le lieu essentiel pour la mise en place du changement radical

mondial qu'il soit socio-économique ou politique (p. 176).

En dépit de quelques constats de type normatif, ce livre, dense et théorique offre une lecture neuve du rôle clé que peut jouer la société civile internationale dans le système de gouvernance mondiale. Sa démonstration eût été plus convaincante s'il avait approfondi l'impact concret de quelques-unes de ces grandes ONGI que sont, par exemple, Médecins sans frontières, Transparency International, Green Peace, la Chambre de commerce internationale, Amnesty International. Il eût été également révélateur d'étudier les sources de financement de ces ONGI pour mieux en découvrir les motivations politiques, les liens qu'elles entretiennent notamment avec la haute direction des Organisations Internationales et la propension marginale de ses élites à la collusion mondialisée.

Georges M. HÉNAULT

*École de Gestion
Université d'Ottawa, Canada*

Non-State Actors in International Relations.

*ARTS, Bas, Math NOORTMANN et Bob
REINALDA (dir.). Burlington, Ashgate,
2001, 334p.*

Il y a trois types d'acteurs non étatiques : les acteurs non étatiques (ANE) en faveur de l'intérêt public (souvent les organisations non gouvernementales proprement dites), les sociétés privées orientées vers l'objectif du profit et les organisations publiques internationales. Leur influence sur la vie internationale croît, notamment en matière d'information et d'expertise, mais aussi d'influence

politique conduisant à des réformes importantes des lois nationales et internationales.

La première partie traite du caractère interdisciplinaire de l'étude des acteurs non étatiques. Pour Bob Reinalda (chap. 2), le fondement de la théorie des ONG porte sur trois paradigmes importants (le pluralisme, le transnationalisme et l'action sociale collective) dans lesquels les acteurs privés (comme les groupes de pression, les entreprises ou les mouvements sociaux) cherchent à faire prévaloir leurs propres objectifs et intérêts. Bas Arts (chap. 3) considère que l'action de ces agents est moins controversée dans les études de politique internationale qu'en science politique. La nature des accords internationaux a évolué. Elle est passée des ententes intergouvernementales à une conception à la fois intergouvernementale et transnationale des rapports entre les agents. C'est une modernisation de la vie politique mondiale, avec la participation accrue des agents non gouvernementaux. Math Noortmann (chap. 4) considère que l'école néo-positiviste du droit international a échoué dans son analyse du rôle croissant des ANE (notamment les organisations intergouvernementales, les mouvements de libération, les compagnies transnationales et les ONG.

Les relations entre les États-nations et les ANE dans la théorie des relations internationales sont abordées dans la seconde partie. Anton Weenink (chap. 5) critique la théorie néoréaliste des relations internationales sur la question de la prise en compte très insuffisante des ANE dans un système international anarchique.

Même si le rôle de ces derniers est moindre, cela n'empêche pas de les étudier. Par contre, ces ANE ne constituent pas un réel challenge pour l'État-nation souverain comme unité de base des relations internationales. Hans Vollaard (chap. 6) souligne l'importance du processus d'intégration européenne sur l'analyse de l'autorité politique. Il pose notamment la question fondamentale de savoir si l'autorité politique est encore fondée sur un territoire. Femke Van Esch (chap. 7) cherche à mettre en évidence dans quelle mesure les préférences nationales sont influencées par les préférences des ANE, qu'ils soient d'origine nationale ou internationale. En appui à cette analyse, Bertjan Verbeek et Philip Quarles Van Ufford (chap. 8) considèrent que l'importance des ANE dans la formulation et la mise en place de la politique étrangère est sous-estimée. Bob Reinalda et Bertjan Verbeek (chap. 9) se proposent d'examiner une théorie des relations de pouvoir entre les ONG, les États-nations et les organisations intergouvernementales. Ils mettent en évidence les nombreux outils d'influence des ONG et présentent neuf propositions. Par exemple, les ONG internationales, moins liées aux régulations nationales, sont plus libres d'agir que les acteurs privés nationaux. Autre type de proposition, les gouvernements cherchent à maîtriser le rôle des ONG en les incluant, pour les contrôler, dans des institutions nationales.

La troisième partie met en avant le rôle des agents non gouvernementaux (ANE) sur les principaux théâtres internationaux. Gerda Van Roozendaal (chap. 10) analyse l'influence des syndicats dans le débat sur la

clause sociale qui intéresse l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation internationale du travail. Elle met en évidence l'importance du rôle des syndicats dans la mise en place d'un droit du travail international, mais il pourrait être plus fort sans leurs divisions internes. Barbara Hogenboom (chap. 11) propose de mettre en évidence l'influence des ONG sur la politique de l'environnement appliquée dans le cadre de l'Accord de libre-échange du Nord de l'Amérique (Aléna). Elle souligne les coopérations et les accords, mais aussi les oppositions de ces organisations aux différentes étapes de constitution de l'Aléna. Plus généralement, Bas Arts (chap. 12) aborde la question de l'importance de l'environnement dans les négociations internationales. Avec l'utilisation d'un modèle conceptuel et méthodologique, il met en évidence l'influence réelle des ONG (même s'il ne faut pas non plus l'exagérer) et il considère qu'elle est supérieure à celle des firmes multinationales (FMN). Ans Kolk (chap. 13) étudie les changements de stratégies des FMN en fonction des politiques internationales sur la question des changements climatiques. Après le Protocole de Kyoto, les entreprises privées soutiennent souvent les initiatives concrètes dans ce domaine, mais indirectement, en insistant sur une approche de plus en plus marchande de la vie sociale, elles exercent globalement une action qui ne va pas nécessairement dans la direction souhaitée.

La quatrième partie aborde la question de la société civile internationale. Sean Chabot (chap. 14) met en parallèle l'analyse du mouvement

indien Satyagraha (1917-1947) et le mouvement des droits civils américains (1955-1965). Il insiste sur l'existence de réseaux transnationaux de soutien d'une cause et l'évolution lente et incertaine de certaines démarches intellectuelles vers une application directe à l'action de masse. Kees Biekart (chap. 15) étudie l'impact de l'aide des organisations privées sur les sociétés civiles en construction des pays du Sud, principalement en Amérique centrale. Leur rôle en termes de soutien à la construction d'une société civile apparaît plus fondamental que leur contribution à la lutte contre la misère et la pauvreté. Edwin Bakker (chap. 16) examine le rôle des ONG dans le domaine de la sécurité. Il considère que leur influence en termes d'information de première main et d'alarme est essentiel, même s'il est parfois discutable. Anton Weenink (chap. 17) s'interroge sur le crime organisé en Russie, notamment sur son caractère d'acteur international privé. Compte tenu de l'insuffisance de l'information disponible, il est difficile de répondre à cette question, d'autant qu'il faudrait aussi éclaircir les relations ambiguës qui existent entre ce type d'organisation et les organes gouvernementaux de la Russie. En conclusion Math Noortmann, Bas Arts et Bob Reinelda (chap. 18) mettent en évidence l'importance croissante des agents non gouvernementaux dans la vie internationale. Ils construisent alors une typologie des ANE en fonction de leur influence, ils élaborent une conceptualisation des ANE (ONG, institutions intergouvernementales, sociétés marchandes et groupes armés) et ils soulignent les perspectives théoriques qui en dé-

coulent sur le droit international, la gouvernance internationale et la pertinence des actions des agents non gouvernementaux.

Ce livre intéressant se situe dans le champ de la discipline des Relations internationales. Il se propose de souligner l'importance croissante des organisations non gouvernementales dans la vie internationale, ce qui est un fait avéré. Cependant, le fait d'avoir été écrit à plusieurs mains l'empêche de devenir, en tant que tel, un livre de base qui permet de faire la synthèse des études sur la question. Il se présente comme un ouvrage de réflexion et d'ouverture à de nouvelles recherches taxinomiques, typologiques, théoriques et empiriques. En ce sens, il est utile pour les chercheurs, les étudiants en thèse et les responsables des organismes internationaux, désireux de comprendre leur place, leur influence et leur potentiel dans les relations internationales contemporaines.

Jacques FONTANEL

Université Pierre Mendès France
Grenoble, France

Exporting Democracy, Rhetoric vs. Reality.

SCHRAEDER, Peter J. (dir.). Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2002, 289 p.

Les études sur la transition démocratique et la consolidation démocratique ou les études comparées sur la démocratie à travers le monde constituent un pan entier de la littérature scientifique en science politique. En fait, il peut même être avancé que le phénomène de la « démocratie » et ses corollaires forment un programme de recherche presque

distinct du reste de la littérature en science politique et en relations internationales. De plus, le discours sur la démocratie et ses bienfaits, que prononcent les acteurs politiques, est souvent très différent de la réalité ou des résultats des études scientifiques. C'est avec cette idée en tête que Peter Schraeder propose un livre sur l'exportation du modèle démocratique à travers le monde selon une nouvelle perspective : celle de vérifier si les attentes face à la gouvernance démocratique sur les plans politique et économique sont justifiées. D'ailleurs, depuis quelques années, les recherches scientifiques sur la démocratie sont passées d'une perspective de guerre froide, à savoir si la démocratie est le meilleur régime politique, à la question de savoir si les acteurs internationaux démocratiques (OIG, États, ONG...) doivent s'impliquer activement dans la promotion de la démocratie à travers le monde. En fait, l'auteur et ses collaborateurs offrent, selon eux, la première analyse complète sur les efforts internationaux de promotion de la démocratie durant la période suivant la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui en mettant l'accent sur la dernière décennie du xx^e siècle.

Pour atteindre cet objectif de recherche, le livre se divise en quatre parties. La première se consacre à l'étude des raisons poussant vers la promotion et l'exportation de la démocratie à travers le monde. Ainsi, le premier chapitre pose le problème général de recherche sans trop approfondir et présente les chapitres à venir. Les deux chapitres suivants font une revue de la littérature sur les théories de la paix démocratique et